

BUCKLEY, Mary. Boulder (Col), *Redefining Russian Society and Polity*. Westview Press, 1993, 364p.

Gérard Beaulieu

Volume 25, numéro 4, 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703406ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703406ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Beaulieu, G. (1994). Compte rendu de [BUCKLEY, Mary. Boulder (Col), *Redefining Russian Society and Polity*. Westview Press, 1993, 364p.] *Études internationales*, 25(4), 849–851. <https://doi.org/10.7202/703406ar>

démocratique. Dans de telles conditions, le processus de consolidation semble hors de portée et l'apprentissage démocratique ardu.

Malgré la stabilité du régime politique mexicain depuis les années 1920 et l'absence des militaires dans la vie politique, le Parti Révolutionnaire Institutionnel (au pouvoir depuis 1929) a ressenti le besoin de mettre en œuvre des stratégies politiques de légitimation depuis sa perte de popularité manifeste lors des élections de 1988. Or, si ces stratégies ont contribué à une consolidation démocratique en atténuant le caractère corporatiste du régime, elles ont également revêtu, en raison de l'investissement personnel trop zélé du président Salinas, un caractère populiste.

Le quatrième chapitre étudie de façon comparative la première phase des transitions argentine, chilienne et uruguayenne, respectivement des transitions «avortée», «octroyée» et «négociée». La conclusion qui se dégage de cette étude est que le type de consolidation dépend autant des stratégies de transitions élaborées à la fois par les régimes autoritaires et leurs opposants que de la structure des pratiques politiques du pays.

Le dernier chapitre analyse les stratégies de la CEE visant à accroître sa présence politique en Amérique latine. Il y est démontré qu'il n'y a qu'une coïncidence entre l'intérêt communautaire accru à l'endroit dudit continent et le phénomène de démocratisation. D'ailleurs, on peut se demander quelle est la place d'un chapitre portant sur les stratégies unilatérales de politique extérieure de la CEE dans un ouvrage portant sur les

chemins incertains de la démocratie en Amérique latine.

Geneviève PERRAULT

Département d'histoire
Université de Montréal

DE L'URSS À LA CEI

Redefining Russian Society and Polity.

BUCKLEY, Mary. Boulder (Col.),
Westview Press, 1993, 364p.

Il s'agit d'un autre ouvrage portant sur l'URSS des années Gorbatchev. Il est né, nous dit l'auteure, du désir de comprendre le changement de contexte historique et son rôle dans les nouvelles façons de définir la réalité sociale et politique de ce pays. Les sources utilisées pour cette étude sont surtout russes, mais d'une très grande variété. Documents officiels, publications universitaires, journaux, magazines, programmes de télévision et de radio, films, pièces de théâtre, et même blagues et rumeurs sont scrutées pour déceler les changements dans le ton et le contenu des discours véhiculés par tous ces médias. L'auteure a aussi interviewé des membres de divers organismes sociaux et des partis politiques à la recherche d'informations supplémentaires et d'interprétations. Elle utilise l'approche comparative, à la fois en regard de la période précédente, et entre le début et la fin de la période étudiée.

Les premiers chapitres définissent les termes glasnost, perestroïka et les réactions à ces deux concepts-clés des réformes de Gorbatchev qui ont ouvert le discours public à des réalités sociales négatives autrefois bannies : la drogue, la prostitution, le

sida, l'avortement, la mortalité infantile, et les échecs des institutions et des politiques. Puis l'auteure examine les concepts de pluralisme, de démocratie et de société civile en relation avec la théorie socialiste du centralisme démocratique. Elle rappelle que, dans l'esprit de Gorbatchev, glasnost, démocratisation et réformes politiques se situaient dans le cadre du léninisme et constituaient des moyens de renforcer la légalité socialiste, alors que les démocrates les utilisaient pour saper les institutions, rendre inefficaces les nouvelles politiques et détruire les fondements mêmes du régime.

Les difficultés de l'apprentissage de la démocratie sont soulignées par les problèmes rencontrés dans sa mise en œuvre dans le pays : faiblesse du Congrès des députés du peuple, démarcation floue entre les pouvoirs, fragmentation des forces et persistance des pouvoirs de la *nomenklatura*. L'ensemble de ces problèmes ont conduit pratiquement tout le monde à parler de crise. En fait, plusieurs crises se superposent : celle de la répartition des richesses, de la fiscalité, du nationalisme, de la répartition des pouvoirs politiques entre l'Union et les républiques et leur légitimité respective. Ces diverses crises revêtent cependant des significations différentes pour les dirigeants comme Gorbatchev et Eltsine et les groupes comme les mineurs, les syndicats, les ultra-nationalistes de Pamiat, les léninistes, les monarchistes, les chrétiens, les écologistes, les féministes et les anarchistes.

L'auteure conclut que la désintégration finale de l'URSS a été le résultat combiné des effets de la glasnost, de la démocratisation, du nationalisme

et de la crise économique qui ont miné les structures, les mécanismes et les valeurs du système. Pourtant, affirme-t-elle, tout le pouvoir corrosif de la glasnost n'aurait pu venir à bout du régime s'il n'y avait eu un écart important entre le système et la société soviétique. Les réformes de Gorbatchev, en permettant la présentation de solutions alternatives et démocratiques, ont détruit la capacité du pouvoir de freiner le mouvement. De même, l'action d'acteurs importants des services de sécurité et de l'armée a permis la propagande des opposants au régime. S'agissant du futur de cette communauté de peuples, l'auteure a correctement prévu que les mêmes débats qui ont agité les années Gorbatchev se poursuivraient, prenant des colorations locales accentuées entre autres par le nationalisme, le niveau de développement économique et la religion. Les experts étrangers appelés à conseiller les politiques de ces pays devront être conscients que les belles solutions qui ont réussi ailleurs ne réussiront pas nécessairement là-bas.

L'ouvrage met en lumière l'importance des réformes de Gorbatchev tout en faisant ressortir l'importance de la crise économique et sociale latente dans la désintégration finale du système soviétique. Il montre aussi le rôle des forces sociales multiples, agissant indépendamment du pouvoir politique, pour définir les nouvelles orientations de la société russe.

Bien documentée, pourvue d'un glossaire de termes russes, d'un index, et agrémentée de tableaux et de caricatures qui éclairent le propos, cette étude de Mary Buckley est une contribution fort importante pour la

compréhension de l'évolution de la société soviétique au cours de cette période.

Gérard BEAULIEU

Département d'histoire
Université de Moncton, Canada

Histoire de la perestroïka. L'URSS sous Gorbatchev 1985-1991.

LOROT, Pascal. Paris, Presses
Universitaires de France, Coll.
«Que sais-je ?, no. 2752», 1993, 128p.

Le livre de M. Lorot nous fournit une excellente documentation sur une période récente et courte (11 mars 1985 à 25 décembre 1991) de l'histoire du peuple russe. Des années qui ont vu de profonds bouleversements, tant intérieurs qu'extérieurs, mais pour lesquelles – et l'auteur le reconnaît dès l'introduction – nous ne disposons pas encore du recul nécessaire pour comprendre, *a fortiori* pour juger.

Six chapitres traitent successivement : de la genèse de la perestroïka ; de l'URSS sur la voie du changement ; des réformes politico-institutionnelles ; des réformes économiques ; de la nouvelle donne mondiale ; de la fin de l'URSS, le tout constituant un véritable condensé de ce qu'il ne faut pas faire : bonnes intentions, mauvaises exécutions, hésitations, et finalement échecs.

L'histoire du peuple russe est faite en grande partie de tentatives pour mieux le gouverner. Pendant sept siècles, de l'Appel aux Varègues, vers 850 («Venez chez nous et gouvernez-nous») aux États généraux (*zemski sobor*) convoqués en 1550 par le premier Tsar, Ivan IV le Terrible, en passant par la domination mongole, la

gestion des affaires publiques n'a pu sortir du court terme, des réactions au lieu des actions, encore moins de la prévision.

Mais dès que le pouvoir du Tsar fut assuré (relativement d'ailleurs car on a dit que la Russie était une monarchie absolue, tempérée par l'assassinat...), les tentatives de réformes se succédèrent : Michel Romanov, Pierre le Grand, Catherine II, Alexandre I^{er}, au début de son règne Alexandre II, le Tsar libérateur, et même Nicolas II, après 1905. Quelques réussites, beaucoup d'échecs ; les premières le plus souvent dues à la forte personnalité et à l'autorité du souverain, notamment Pierre le Grand et Catherine II. C'est d'ailleurs cette dernière qui répondait à une critique de Madame Geoffrin au sujet d'un mémoire de l'Impératrice : «Hélas, Madame, ce mémoire n'a pas été composé pour les pays étrangers ; il a été fait pour un peuple auquel il faut dire ce qu'il doit croire.»

Cette «réformite» a continué même sous le régime communiste : communisme de guerre – NEP – économie planifiée – tentatives de Khrouchtchev, puis celles d'Andropov et, enfin, de Gorbatchev.

On peut avoir quelque peu l'impression que les changements de structures et de méthodes n'intéressent que médiocrement des populations qui veulent surtout vivre en paix et voir leur niveau de vie s'améliorer et qui ne comprennent guère les jeux politiques des classes dites dirigeantes et de l'Intelligentsia.

Est-ce dire que la perestroïka aura été inutile ou même nuisible ? Ce serait aller trop loin car, néanmoins, la vie russe a été aérée et il semble diffi-